

Rapport financier 2015

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Sainte-Brigitte-de-Laval

Code géographique : 22045

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Jessie Fradette, atteste la véracité du rapport financier

de Sainte-Brigitte-de-Laval pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

Signature _____

Date

2016-03-03

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2015, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation de ces risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserves.

Fondement de l'opinion avec réserves

La Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval a comptabilisé au 31 décembre 2015 à l'état de la situation financière des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des paiements de transfert relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres dépenses financées ou devant être financées par emprunts pour lesquels les travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation à la norme comptable sur les paiements de transfert selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité. Les incidences de la comptabilisation actuelle sur les états financiers au 31 décembre 2015 sont les suivantes:

Au 31 décembre 2015, l'incidence aurait été de diminuer l'excédent accumulé et la dette nette d'un montant de 176 980 \$ (171 276 \$ au 31 décembre 2014), de diminuer les débiteurs du gouvernement du Québec et de ses entreprises d'un montant de 176 980 \$ (171 276 \$ au 31 décembre 2014), de diminuer les revenus et l'excédent de l'exercice de 5 704 \$ (171 276 \$ au 31 décembre 2014).

De plus, la Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval a présenté les fonds de parcs et terrains de jeux dans les fonds réservés. Selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ils auraient dus être présentés à titre de revenus reportés car ils sont grevés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

d'affectations d'origine externe et que l'administration municipale n'a pas la possibilité de les virer à l'excédent de fonctionnement non affecté. Au 31 décembre 2015, l'incidence aurait été de diminuer l'excédent accumulé (fonds réservés) d'un montant de 364 987 \$ (275 115 \$ au 31 décembre 2014 et 185 082 \$ au 1er janvier 2014), d'augmenter les revenus reportés d'un montant de 364 987 \$ (275 115 \$ au 31 décembre 2014 et 185 082 \$ au 1er janvier 2014), de diminuer les revenus et l'excédent (déficit) de l'exercice de 89 872 \$ (90 033 \$ au 31 décembre 2014) et de diminuer les affectations aux réserves financières de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales du même montant.

Opinion avec réserves

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans les paragraphes sous « Fondement de l'opinion avec réserves », les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S15, S16, S23-1, S23-2 et S25 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

1 CPA auditeur, CMA, permis de comptabilité publique no A126371

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

DATE 2016-05-05

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	8 827 020	9 070 076			9 070 076	8 241 476
Compensations tenant lieu de taxes	2	48 710	40 054			40 054	35 782
Quotes-parts	3						
Transferts	4	179 593	284 430			284 430	243 382
Services rendus	5	272 025	249 389			249 389	238 866
Imposition de droits	6	595 822	524 206			524 206	672 581
Amendes et pénalités	7	62 000	46 298			46 298	52 269
Intérêts	8	100 000	75 232			75 232	146 038
Autres revenus	9	61 000	496 165			496 165	89 725
	10	10 146 170	10 785 850			10 785 850	9 720 119
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	852 000	16 191			16 191	1 292 195
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						(289 624)
Autres	15		17 637			17 637	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	852 000	33 828			33 828	1 002 571
	18	10 998 170	10 819 678			10 819 678	10 722 690
Charges							
Administration générale	19	1 655 346	3 187 952	101 775		3 289 727	2 052 729
Sécurité publique	20	1 273 043	1 289 908	137 406		1 427 314	1 334 738
Transport	21	2 205 994	2 212 067	1 376 941		3 589 008	3 494 229
Hygiène du milieu	22	1 056 825	1 089 888	480 126		1 570 014	1 479 970
Santé et bien-être	23	9 500	9 267			9 267	8 671
Aménagement, urbanisme et développement	24	394 739	726 732	1 711		728 443	463 263
Loisirs et culture	25	989 032	939 427	191 354		1 130 781	1 173 657
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	829 118	703 172			703 172	846 638
Amortissement des immobilisations	28	2 046 055	2 289 313	(2 289 313)			
	29	10 459 652	12 447 726			12 447 726	10 853 895
Excédent (déficit) de l'exercice	30	538 518	(1 628 048)			(1 628 048)	(131 205)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	538 518	(1 628 048)	(131 205)
Moins: revenus d'investissement	2 (	852 000 ) (	33 828 ) (	1 002 571)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(313 482)	(1 661 876)	(1 133 776)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	2 046 055	2 289 313	2 219 216
Produit de cession	5			225 000
(Gain) perte sur cession	6			7 500
Réduction de valeur / Reclassement	7			180 002
	8	2 046 055	2 289 313	2 631 718
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		333 502	
Réduction de valeur / Reclassement	10		13 720	
	11		347 222	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		495 237	
Remboursement de la dette à long terme	17 (	1 336 720 ) (	1 320 235 ) (	1 225 784)
	18	(1 336 720)	(824 998)	(1 225 784)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	) (	75 390 ) (	98 888)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		380 000	355 454
Excédent de fonctionnement affecté	21			37 395
Réserves financières et fonds réservés	22	(395 853)	(407 557)	(392 805)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(395 853)	(102 947)	(98 844)
	26	313 482	1 708 590	1 307 090
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		46 714	173 314

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	852 000	33 828	1 002 571
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	25 000 ) (	24 278 ) (	83 520)
Sécurité publique	3 (	20 000 ) (	19 294 ) (	17 263)
Transport	4 (	1 600 000 ) (	2 403 303 ) (	938 456)
Hygiène du milieu	5 (	400 000 ) (	315 565 ) (	828 982)
Santé et bien-être	6 () () () (
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	95 000 ) (	115 224 ) (	2 178)
Loisirs et culture	8 (	62 965 ) (	62 025 ) (	311 715)
Réseau d'électricité	9 () () () (
	10 (	2 202 965 ) (	2 939 689 ) (	2 182 114)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 (	) (	1 000 000 ) (	153 500)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 () () () (
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		656 000	1 181 600
Affectations				
Activités de fonctionnement	14		75 390	98 888
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			86 520
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17		245 580	161 152
	18		320 970	346 560
	19	(2 202 965)	(2 962 719)	(807 454)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(1 350 965)	(2 928 891)	195 117

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	2 946 643	3 521 062	2 940 065
Charges sociales	2	587 680	644 267	585 783
Biens et services	3	3 554 028	4 480 324	3 811 547
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	634 413	591 881	752 647
D'autres organismes municipaux	5	127 230	111 775	
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	4 044	1 254	4 631
D'autres tiers	7	170	174	89 451
Autres frais de financement	8	63 261	(1 912)	(91)
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	458 446	444 086	450 646
Autres	10			
Autres organismes	11	37 682	32 000	
Amortissement des immobilisations	12	2 046 055	2 289 313	2 219 216
Autres				
- Coût des propriétés vendues	13		333 502	
-	14			
-	15			
	16	10 459 652	12 447 726	10 853 895

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Revenus				
Taxes	1	8 827 020	9 070 076	8 241 476
Compensations tenant lieu de taxes	2	48 710	40 054	35 782
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 031 593	300 621	1 535 577
Services rendus	5	272 025	249 389	238 866
Imposition de droits	6	595 822	524 206	672 581
Amendes et pénalités	7	62 000	46 298	52 269
Intérêts	8	100 000	75 232	146 038
Autres revenus	9	61 000	513 802	(199 899)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	10 998 170	10 819 678	10 722 690
Charges				
Administration générale	12	1 725 626	3 289 727	2 052 729
Sécurité publique	13	1 402 482	1 427 314	1 334 738
Transport	14	3 571 717	3 589 008	3 494 229
Hygiène du milieu	15	1 390 169	1 570 014	1 479 970
Santé et bien-être	16	9 500	9 267	8 671
Aménagement, urbanisme et développement	17	406 403	728 443	463 263
Loisirs et culture	18	1 124 637	1 130 781	1 173 657
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	829 118	703 172	846 638
	21	10 459 652	12 447 726	10 853 895
Excédent (déficit) de l'exercice	22	538 518	(1 628 048)	(131 205)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		27 811 899	27 771 829
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(171 276)	
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		27 640 623	27 771 829
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		26 012 575	27 640 624

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	538 518	(1 628 048)	(131 205)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	2 202 965 ) (	2 939 689 ) (	2 182 114)
Produit de cession	3			225 000
Amortissement	4	2 046 055	2 289 313	2 219 216
(Gain) perte sur cession	5			7 500
Réduction de valeur / Reclassement	6			180 003
	7	(156 910)	(650 376)	449 605
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(652 779)	(333 502)
Variation des stocks de fournitures	9		(37 076)	16 459
Variation des autres actifs non financiers	10		(11 918)	2 908
	11		(701 773)	(314 135)
	12	381 608	(2 980 197)	4 265
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	381 608	(2 980 197)	4 265
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(24 051 740)	(24 056 005)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(24 051 740)	(24 056 005)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(27 031 937)	(24 051 740)

**ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	19	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	20	
Placements de portefeuille	21	
Autres		
-	22	
-	23	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
-	24	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	25	
Autre élément du résultat étendu présenté par les entreprises municipales	26	1
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	27	1

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 68 014	164 647
Placements temporaires	2 606 199	1 700 949
Débiteurs (note 5)	3 3 193 181	3 155 534
Prêts (note 6)	4 18 000	18 000
Placements de portefeuille (note 7)	5	
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9 3 885 394	5 039 130
PASSIFS		
Découvert bancaire	10	
Emprunts temporaires (note 10)	11	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12 3 711 269	1 696 991
Revenus reportés (note 12)	13 108 012	106 327
Dette à long terme (note 13)	14 27 098 050	27 287 552
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	
	16 30 917 331	29 090 870
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17 (27 031 937)	(24 051 740)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	18 51 368 319	50 717 943
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19 1 182 900	530 122
Stocks de fournitures	20 442 380	405 304
Autres actifs non financiers (note 17)	21 50 913	38 995
	22 53 044 512	51 692 364
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23 26 012 575	27 640 624
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :		
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	24 26 012 575	27 640 623
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25	1
	26 26 012 575	27 640 624

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 628 048)	(131 205)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	2 289 313	2 219 216
Autres			
- Perte (gain) sur cession	3		7 500
- Amortissement frais reportés	4		87 513
	5	661 265	2 183 024
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(37 647)	(443 546)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	2 014 278	(240 185)
Revenus reportés	9	1 685	(13 475)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	(652 779)	(153 500)
Stocks de fournitures	12	(37 076)	16 459
Autres actifs non financiers	13	(11 918)	2 908
	14	1 937 808	1 351 685
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 939 689)	(2 182 114)
Produit de cession	16		225 000
	17	(2 939 689)	(1 957 114)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		3 000
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22	1 094 750	318 633
	23	1 094 750	321 633
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	656 000	1 556 300
Remboursement de la dette à long terme	25	(1 336 543)	(1 225 784)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(4 196)	(56 670)
Autres			
- Autre financement	28	495 237	
-	29		
	30	(189 502)	273 846
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(96 633)	(9 950)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	164 647	174 597
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	68 014	164 647

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval, ci-après désignée la 'Ville' est un organisme municipal constitué en 1863.

Depuis le 8 novembre 2012, la Ville est régie par la Loi sur les cités et les villes (L.R.Q., chapitre C-19).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

La Ville ne contrôle aucun organisme et ne participe à aucun partenariat.

B) Comptabilité d'exercice

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatations suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les compensations tenant lieu de taxes sont constatées lorsque les demandes sont approuvées par le MAMOT;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à des créances;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires (encaisse et découvert bancaire).

Placements

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de la juste valeur.

D) Passifs

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

E) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Les dons de stocks sont comptabilisés à la juste valeur marchande quand la juste valeur marchande peut être déterminée de façon raisonnable et quand les stocks auraient autrement été achetés par la Ville.

Immobilisations

1. Les immobilisations sont comptabilisées au coût.

L'amortissement est calculé en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode linéaire aux taux suivants :

Infrastructures 2,5 % à 20 %

Bâtiments 2,5 % à 20 %

Véhicules 5 % à 20 %

Ameublement et

équipement de bureau 10 % à 33,33 %

Machinerie et

équipements 5 % à 20 %

2. Immobilisations en cours

Ce poste comprend les charges en immobilisations effectuées et capitalisées pour les projets d'immobilisations qui sont en cours à la fin de l'exercice. Ce poste est transitoire jusqu'à la fermeture des projets.

3. Cession d'immobilisations

Le gain ou la perte sur cession d'immobilisations est comptabilisé à l'état des résultats. Cependant, si l'immobilisation a été acquise par la voie d'un règlement d'emprunt et que l'emprunt n'est pas complètement remboursé lors de la vente, le montant du produit de la vente devra être utilisé pour le remboursement de la dette du règlement.

4. Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

S/O

F) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel les transferts sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

G) Avantages sociaux futurs

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est comptabilisé dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

La Ville a comptabilisé les montants payables suite au jugement de la Commission des relations du travail dans les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir au 31 décembre 2015 puisque la majorité du montant payable a été budgété dans les dépenses d'opérations de l'année 2016 et que le résiduel du montant payable sera budgété dans les dépenses d'opérations de l'année 2017.

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments**Utilisation d'estimations**

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de revenus et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Prêts

Les prêts sont présentés au coût, déduction faite de toute provision pour moins-value durable.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif.

Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Dettes à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée de l'emprunt ou sur une période de 5 ans. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	498 983	452 147
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 353 683	1 664 298
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7		
Organismes municipaux	8		
Autres			
- Individus et promoteurs	9	1 115 073	788 091
- Intérêts et droits de mutation	10	225 442	250 998
	11	3 193 181	3 155 534
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	80 696	97 004
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	80 696	97 004
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		(4 001)
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
- Résidence le Trèfle d'Or	19	18 000	18 000
-	20		
	21	18 000	18 000
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____)	(_____)
	27	_____	_____
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30	205 664	183 902
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32		
	33	_____ 205 664	_____ 183 902

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		

Note**10. Emprunts temporaires**

11. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	2 883 943	1 048 833
Salaires et avantages sociaux	38	146 625	127 329
Dépôts et retenues de garantie	39	571 241	406 073
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Intérêts courrus dette à LT	43	109 460	114 756
-	44		
-	45		
-	46		
-	47		
	48	3 711 269	1 696 991

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	49	42 489	38 979
Transferts	50		
Autres			
- PAI	51	53 334	55 159
- Loisirs	52	12 189	12 189
	53	108 012	106 327

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,75	4,95	2016	2047	54	26 818 000	27 496 900
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58	5 202	6 845
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60		
Autres	3,00	6,00	2016	2017	61	495 237	
					62	27 318 439	27 503 745
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(220 389)	(216 193)
					64	27 098 050	27 287 552

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2015</u>			
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2016	65	73	1 395 000	81	90	339 903	98	1 734 903
2017	66	74	1 395 400	82	91	155 334	99	1 550 734
2018	67	75	1 397 100	83	92		100	1 397 100
2019	68	76	1 438 400	84	93		101	1 438 400
2020	69	77	1 409 000	85	94		102	1 409 000
2021 et +	70	78	19 788 302	86	95		103	19 788 302
	71	79	26 823 202	87	96	495 237	104	27 318 439
Intérêts et frais accessoires				88	()		105	()
	72	80	26 823 202	89	97	495 237	106	27 318 439

Note

	2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	107	(27 031 937)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	(98 290)
Autres	109	
	110	(27 031 937)
		(24 051 740)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	6 929 157	139	17 671	166		193	6 946 828
Eaux usées	112	8 146 182	140	3 088	167		194	8 149 270
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	31 962 883	141	69 916	168		195	32 032 799
Autres	114	1 912 476	142	27 542	169		196	1 940 018
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	9 785 364	144		171		198	9 785 364
Améliorations locatives	117		145		172		199	
Véhicules	118	3 024 690	146	41 276	173		200	3 065 966
Ameublement et équipement de bureau	119	582 367	147		174		201	582 367
Machinerie, outillage et équipement divers	120	922 828	148	18 548	175		202	941 376
Terrains	121	1 847 256	149		176		203	1 847 256
Autres	122		150		177		204	
	123	<u>65 113 203</u>	151	<u>178 041</u>	178		205	<u>65 291 244</u>
Immobilisations en cours	124	<u>1 054 705</u>	152	<u>2 761 648</u>	179		206	<u>3 816 353</u>
	125	<u>66 167 908</u>	153	<u>2 939 689</u>	180		207	<u>69 107 597</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	1 107 413	154	182 357	181		208	1 289 770
Eaux usées	127	3 265 186	155	265 724	182		209	3 530 910
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	6 748 465	156	1 162 573	183		210	7 911 038
Autres	129	420 042	157	97 211	184		211	517 253
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	1 849 494	159	275 802	186		213	2 125 296
Améliorations locatives	132		160		187		214	
Véhicules	133	1 049 608	161	175 047	188		215	1 224 655
Ameublement et équipement de bureau	134	482 442	162	44 500	189		216	526 942
Machinerie, outillage et équipement divers	135	507 000	163	86 099	190		217	593 099
Autres	136	<u>20 315</u>	164		191		218	<u>20 315</u>
	137	<u>15 449 965</u>	165	<u>2 289 313</u>	192		219	<u>17 739 278</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>50 717 943</u>					220	<u>51 368 319</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231	1 182 900	530 122
Immeubles industriels municipaux	232		
Autres	233		
	234	1 182 900	530 122
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	1 182 900	530 122

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	237		
Frais reportés			
- Dépenses reportées	238	50 913	38 995
-	239		
	240	50 913	38 995

Note**18. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, en vertu de contrats, à obtenir les services suivants :

Services	Échéance des contrats	Solde de l'engagement au 31-12-2015
Recensement des chiens	2016	13 024 \$
Fourniture sable-salé	2017	152 064 \$
Fourniture pierre concassée	2017	180 059 \$
Déneigement rues municipales	2016	138 926 \$
Entretien du système de climatisation et chauffage	2017	21 745 \$
Entretien ménager	2019	120 500 \$
Services d'évaluateurs	2019	627 825 \$
Timbreuse	2016	5 974 \$
Location photocopieurs	2016	7 027 \$
Location photocopieur mairie	2016	1 026 \$
Service d'informations juridiques	2016	3 136 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Vérification comptable	2017	51 051 \$
Location de tapis	2016	3 147 \$
Déchetage de documents	2019	2 469 \$
Location de vêtements	2017	8 418 \$
Analyse d'eau	2016	1 578 \$
Contrôle de la végétation	2019	8 399 \$
Lignagne et marquage chaussée	2017	22 322 \$
Débroussaillage des fossés	2019	56 863 \$
Vidange fosses septiques	2017	116 583 \$
Disposition matières résiduelles	2017	456 257 \$
Location d'une niveleuse	2016	14 173 \$

Les paiements minimums exigibles au cours des quatre prochains exercices sont les suivants :

2016 -	899 394 \$
2017 -	746 246 \$
2018 -	179 503 \$
2019 -	187 426 \$

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

RESPONSABILITÉ SOLIDAIRE

La Ville est responsable, solidairement avec les autres municipalités membres de la Municipalité régionale de comté de la Jacques-Cartier, des obligations de la Municipalité régionale de comté de la Jacques-Cartier.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

Les activités de la Ville sont assujetties à un large éventail de lois et règlements généraux et sectoriels. La direction de la Ville est d'avis que les litiges en délibération à la CRT sont sans fondement. Elle a l'intention de défendre vigoureusement sa position. Conséquemment, aucune provision ne figure aux états financiers.

Au 31 décembre 2015, les réclamations pendantes non provisionnées et couvertes par les assurances contre la Ville s'élèvent à 974 326 \$. La Ville conteste le bien-fondé de ces

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

réclamations pour lesquelles elle n'a inscrit aux livres aucun montant.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Un ajustement équivalent à 50% de la subvention du Ministère de l'Éducation des Loisirs et des Sports (MELS) a été redressé afin que le montant inscrit aux comptes à recevoir soit 50% de la subvention, comparativement à 100% des dépenses encourues dans le projet en cours au 31 décembre 2015.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale le 8 décembre 2014.

22. Instruments financiers

S.O.

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2015	2014
Encaisse	241	68 014	164 647
Découvert bancaire	242	()	()
Placements temporaires	243	606 199	1 700 949
<i>Ajouter</i>			
-	244		
-	245		
-	246		
-	247		
<i>Déduire</i>			
- Placements compte épargne	248	(606 199)	(1 700 949)
-	249	()	()
-	250	()	()
-	251	()	()
-	252	()	()
-	253	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)			
à la fin de l'exercice	254	68 014	164 647

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

255

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

2015

2014

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	256
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257
Autres revenus	258
	<u>259</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260
Variation de la provision pour moins-value	261
	<u>262</u>
Autres charges	263
	<u>264</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	265

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	()
	<u>271</u>		
	<u>272</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dette à long terme	275		
	<u>276</u>		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	<u>281</u>

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	<hr/> 292 <hr/>
-----------------------------------------	-----------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	()
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 40 022	373 308
Excédent de fonctionnement affecté	2 404 689	404 689
Réserves financières et fonds réservés	3 1 586 419	1 424 442
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (495 237) ()	
Financement des investissements en cours	5 (1 350 031)	1 578 860
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 25 826 713	23 859 324
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	1
	8 26 012 575	27 640 624
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 40 022	373 308
Organismes contrôlés	10	
	11 40 022	373 308
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- AQUEDUC	12 165 448	165 448
- AIDE JEUNESSE	13 3 792	3 792
- DISPOSITION DES BOUES	14 235 449	235 449
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 404 689	404 689
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26 404 689	404 689
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 530 987	416 513
Fonds parcs et terrains de jeux	34 364 987	275 117
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35 12 681	27 416
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37 677 764	705 396
Financement des activités de fonctionnement	38	
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres		
-	41	
-	42	
-	43	
-	44	
	45 1 586 419	1 424 442
	46 1 586 419	1 424 442

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 () ()	()
Régimes non capitalisés	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes non capitalisés	53 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()	()
Autres	59 () ()	()
-	60 () ()	()
-	61 () ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	()
Autre financement	63 (495 237) ()	()
	64 (495 237) ()	()
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	2 419 998
Investissements à financer	66 (1 350 031) ()	841 138)
	67 (1 350 031)	1 578 860
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 51 368 319	50 717 943
Propriétés destinées à la revente	69 1 182 900	530 122
Prêts	70 18 000	18 000
Placements à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 52 569 219	51 266 065
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 27 098 050	27 287 552
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 220 389	216 193
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (80 696) ()	97 004)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 (495 237) ()	()
	79 26 742 506	27 406 741
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80	
	81 26 742 506	27 406 741
	82 25 826 713	23 859 324

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	_____
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	_____
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	_____
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	_____
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	_____
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	_____
Autres	30 _____	_____
-	31 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 <u>_____</u>	<u>_____</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	60	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91 205 664	183 902

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	2015	2014
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96		

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2015	2014
Cotisations des élus au RREM 97		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99		
100		

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	27 318 439
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 350 031
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	80 696
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	495 237
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
- Transferts promoteurs	12	513 472
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	27 579 065
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
Endettement net à long terme	16	27 579 065
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	158 302
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	27 737 367
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	27 737 367
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

TAXES		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	4 171 994	4 251 897	4 006 164
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	1 135 331	1 150 685	909 521
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres				
	8			
	9	5 307 325	5 402 582	4 915 685
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	349 302	358 993	341 061
Égout	11	240 592	242 562	229 973
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	524 205	530 524	433 799
Autres				
-Entretien du réseau routier	14	2 050 718	2 087 313	1 959 164
-Déneigement des rues privées	15	85 848	80 738	110 060
-Fosses septiques	16	117 678	118 158	
Centres d'urgence 9-1-1	17	18 700	21 652	23 141
Service de la dette	18	132 652	227 554	228 593
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	3 519 695	3 667 494	3 325 791
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	3 519 695	3 667 494	3 325 791
	26	8 827 020	9 070 076	8 241 476

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	28 880	25 965
	35	28 880	25 965
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	28 880	25 965
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41	4 230	7 762
Taxes sur une autre base			5 650
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44	4 230	7 762
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité			
Autres	48		
	49	15 600	6 327
	50	15 600	6 327
	51	48 710	40 054
			35 782

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	1 200	3 783	
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	6 690	6 177	2 030
Enlèvement de la neige	58	63 758	37 635	65 000
Autres	59	10 500	2 030	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		3 117	20 231
Réseau de distribution de l'eau potable	68			
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	75 545	94 352	
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			138 490
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79	1 800	1 311	1 483
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82		114 375	
Rénovation urbaine	83	1 100	1 644	1 596
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			926
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	4 000	7 915	7 548
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			4 834
Autres	88	15 000	12 091	1 244
Réseau d'électricité	89			
	90	179 593	284 430	243 382

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	10 487	226 792
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	852 000	894 127
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	5 704	171 276
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	852 000	1 292 195

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137		
	138		
TOTAL DES TRANSFERTS	139 1 031 593	300 621	1 535 577

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	33 860	33 042	32 761
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184			42 480
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189	41 000	26 296	
Hygiène du milieu	190	2 500	1 967	2 777
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192		3 000	6 000
Loisirs et culture	193	194 665	185 084	154 848
Réseau d'électricité	194			
	195	272 025	249 389	238 866
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	272 025	249 389	238 866
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	78 822	81 780	84 567
Droits de mutation immobilière	198	500 000	429 440	581 329
Droits sur les carrières et sablières	199	10 000	5 236	6 685
Autres	200	7 000	7 750	
	201	595 822	524 206	672 581
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	62 000	46 298	52 269
INTÉRÊTS	203	100 000	75 232	146 038
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			(7 500)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		360 000	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207		25 350	(289 624)
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211	61 000	128 452	97 225
	212	61 000	513 802	(199 899)

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	218 382	264 987	8 055	273 042	165 675
Application de la loi	2	219 519	623 509		623 509	372 411
Gestion financière et administrative	3	732 358	1 406 374	93 720	1 500 094	890 894
Greffe	4	191 555	610 155		610 155	225 571
Évaluation	5	174 320	151 947		151 947	205 001
Gestion du personnel	6	9 038	17 796		17 796	20 186
Autres	7	110 174	113 184		113 184	172 991
	8	1 655 346	3 187 952	101 775	3 289 727	2 052 729
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	602 972	614 314		614 314	561 754
Sécurité incendie	10	481 102	447 924	118 612	566 536	566 026
Sécurité civile	11	56 766	91 037		91 037	154 131
Autres	12	132 203	136 633	18 794	155 427	52 827
	13	1 273 043	1 289 908	137 406	1 427 314	1 334 738
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	843 926	818 612	1 000 971	1 819 583	1 803 200
Enlèvement de la neige	15	1 210 542	1 239 214	373 342	1 612 556	1 538 950
Éclairage des rues	16	77 094	75 818	2 628	78 446	86 803
Circulation et stationnement	17	21 086	25 077		25 077	23 510
Transport collectif						
Transport en commun	18	53 346	53 346		53 346	41 766
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	2 205 994	2 212 067	1 376 941	3 589 008	3 494 229

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Budget 2015		Réalisations 2015		Total	Réalisations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	119 512	133 040	142 058	275 098	258 612
Réseau de distribution de l'eau potable	24	58 654	79 270	85 137	164 407	150 072
Traitement des eaux usées	25	99 179	88 701	168 433	257 134	240 354
Réseaux d'égout	26	48 519	59 147	84 498	143 645	140 030
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	170 181	145 583		145 583	446 794
Élimination	28	319 557	331 182		331 182	
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	87 551	80 960		80 960	100 624
Tri et conditionnement	30	16 204	15 452		15 452	
Matières organiques						
Collecte et transport	31	9 463	12 007		12 007	
Traitement	32					
Matériaux secs	33					16 112
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36	12 457	33 090		33 090	
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	832	980		980	
Autres	39	114 716	110 476		110 476	127 372
	40	1 056 825	1 089 888	480 126	1 570 014	1 479 970
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	9 500	9 267		9 267	8 671
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	9 500	9 267		9 267	8 671
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	347 539	344 062	1 711	345 773	397 378
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50	47 200	49 468		49 468	65 885
Autres	51		333 202		333 202	
	52	394 739	726 732	1 711	728 443	463 263

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	419 471	398 245	191 354	589 599	606 604
Patinoires intérieures et extérieures	54	89 504	80 896		80 896	94 047
Piscines, plages et ports de plaisance	55	2 026	1 009		1 009	1 013
Parcs et terrains de jeux	56	176 389	160 026		160 026	174 410
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	150 416	145 155		145 155	184 493
Autres	59					
	60	837 806	785 331	191 354	976 685	1 060 567
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	17 484	17 740		17 740	17 502
Bibliothèques	62	77 218	76 204		76 204	42 386
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					60
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	56 524	60 152		60 152	53 142
	66	151 226	154 096		154 096	113 090
	67	989 032	939 427	191 354	1 130 781	1 173 657
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	765 857	705 084		705 084	757 278
Autres frais	70					89 451
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	63 261	(1 912)		(1 912)	(91)
	73	829 118	703 172		703 172	846 638
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74	2 046 055	2 289 313	(2 289 313)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval (ci-après « la ville »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

DATE 2016-05-05

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		9 070 076
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/>
Revenus de taxes	11		9 070 076

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	9 070 076
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>9 070 076</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	91 874	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	21 652	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>113 526</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>8 956 550</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalizations 2015	Réalizations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	560 505		
Usines de traitement de l'eau potable	2	25 000		
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	53 000		
Ponts, tunnels et viaducs	7	71 200		
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	157 800		
Autres infrastructures	11	1 311 210	2 939 689	2 182 114
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14	30 000		
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	132 000		
Ameublement et équipement de bureau	18			
Machinerie, outillage et équipement divers	19	162 250		
Terrains	20	(300 000)		
Autres	21			
	22	2 202 965	2 939 689	2 182 114

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		2 939 689	2 182 114
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33			
	34		2 939 689	2 182 114

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	27 496 900	656 000	1 334 900	26 818 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	6 845		1 643	5 202
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6		495 237		495 237
	7	27 503 745	1 151 237	1 336 543	27 318 439
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	4 093 127			4 093 127
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	23 313 614	656 000	1 320 235	22 649 379
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	27 406 741	656 000	1 320 235	26 742 506
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	97 004		16 308	80 696
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	97 004		16 308	80 696
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	97 004		16 308	80 696
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24		495 237		495 237
	25	97 004	495 237	16 308	575 933
	26	27 503 745	1 151 237	1 336 543	27 318 439
Dette en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	27 503 745	1 151 237	1 336 543	27 318 439

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1	105 672	112 243	
Évaluation	2	118 500	150 623	203 565
Autres	3	54 200		92 914
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7	12 220	12 220	10 724
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	34 622	34 622	29 553
Autres	10	18 724	18 724	12 213
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	7 820	8 965	8 199
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	49 145	49 145	38 804
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	36 699	36 700	40 483
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	20 844	20 844	14 191
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	458 446	444 086	450 646

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	10,00	35,00	1 335 583	182 615	1 518 198
Professionnels	2					
Cols blancs	3	14,00	35,00	786 324	175 738	962 062
Cols bleus	4	15,00	40,00	945 431	211 298	1 156 729
Policiers	5					
Pompiers	6	28,00	8,00	285 720	63 857	349 577
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	67,00		3 353 058	633 508	3 986 566
Élus	9	7,00		168 004	10 759	178 763
	10	74,00		3 521 062	644 267	4 165 329

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	300 621				300 621
	17	300 621				300 621

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	623 509	27		53	623 509	79		105	623 509	131
Évaluation	2	151 947	28		54	151 947	80		106	151 947	132
Autres	3	2 412 496	29	101 775	55	2 514 271	81	249 389	107	2 264 882	133
	4	3 187 952	30	101 775	56	3 289 727	82	249 389	108	3 040 338	134
Sécurité publique											
Police	5	614 314	31		57	614 314	83		109	614 314	135
Sécurité incendie	6	447 924	32	118 612	58	566 536	84		110	566 536	136
Sécurité civile	7	91 037	33		59	91 037	85		111	91 037	137
Autres	8	136 633	34	18 794	60	155 427	86		112	155 427	138
	9	1 289 908	35	137 406	61	1 427 314	87		113	1 427 314	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	818 612	36	1 000 971	62	1 819 583	88		114	1 819 583	140
Enlèvement de la neige	11	1 239 214	37	373 342	63	1 612 556	89		115	1 612 556	141
Autres	12	100 895	38	2 628	64	103 523	90		116	103 523	142
Transport collectif	13	53 346	39		65	53 346	91		117	53 346	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	2 212 067	41	1 376 941	67	3 589 008	93		119	3 589 008	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable											
Réseau de distribution de l'eau potable	16	133 040	42	142 058	68	275 098	94		120	275 098	146
Traitement des eaux usées	17	79 270	43	85 137	69	164 407	95		121	164 407	147
Réseaux d'égout	18	88 701	44	168 433	70	257 134	96		122	257 134	148
Autres	19	59 147	45	84 498	71	143 645	97		123	143 645	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	476 765	46		72	476 765	98		124	476 765	150
Matières recyclables	21	108 419	47		73	108 419	99		125	108 419	151
Autres	22	33 090	48		74	33 090	100		126	33 090	152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24	980	50		76	980	102		128	980	154
Autres	25	110 476	51		77	110 476	103		129	110 476	155
	26	1 089 888	52	480 126	78	1 570 014	104		130	1 570 014	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement
			+	=	-		=				
Santé et bien-être											
Logement social	157	9 267	172	187	9 267	202	217	9 267	232		
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233		
Autres	159		174	189		204	219		234		
	160	9 267	175	190	9 267	205	220	9 267	235		
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	344 062	176	1 711	345 773	206	221	345 773	236		
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237		
Promotion et développement économique	163	49 468	178	193	49 468	208	223	49 468	238		
Autres	164	333 202	179	194	333 202	209	224	333 202	239		
	165	726 732	180	1 711	728 443	210	225	728 443	240		
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	785 331	181	191 354	976 685	211	226	976 685	241		
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	76 204	182	197	76 204	212	227	76 204	242		
Autres	168	77 892	183	198	77 892	213	228	77 892	243		
	169	939 427	184	191 354	1 130 781	214	229	1 130 781	244		
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245		
	171	9 455 241	186	2 289 313	11 744 554	216	249 389	11 495 165	246	703 172	

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	2 939 689	2 182 114
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	2 939 689	2 182 114

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	373 308	766 748
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		(124 780)
Solde redressé au début de l'exercice	3	373 308	641 968
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	46 714	173 314
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(380 000)	(355 454)
Activités d'investissement	6		(86 520)
Excédent de fonctionnement affecté	7		
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(333 286)	(268 660)
Solde à la fin de l'exercice	12	40 022	373 308
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	404 689	206 635
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		235 449
Solde redressé au début de l'exercice	15	404 689	442 084
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		(37 395)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21		(37 395)
Solde à la fin de l'exercice	22	404 689	404 689
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	1 424 442	1 428 238
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		(235 449)
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 424 442	1 192 789
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	407 557	392 805
Activités d'investissement	27	(245 580)	(161 152)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	161 977	231 653
Solde à la fin de l'exercice	31	1 586 419	1 424 442

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ	40 ()	()
Utilisation du fonds général		
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	()
	45 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 (495 237)	()
	48 (495 237)	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50	
	51	
Solde à la fin de l'exercice	52 (495 237)	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53 1 578 860	1 383 743
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55 1 578 860	1 383 743
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
Virements	56 (2 928 891)	195 117
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58	
	59	
	60 (2 928 891)	195 117
Solde à la fin de l'exercice	61 (1 350 031)	1 578 860
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 23 859 324	23 986 464
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	124 780
Solde redressé au début de l'exercice	64 23 859 324	24 111 244
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent de fonctionnement affecté	65	
	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67 1 967 389	(251 920)
Solde à la fin de l'exercice	68 25 826 713	23 859 324

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>1 860 430</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>1 860 430</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>1 860 430</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 705 396	2	3	4	5 (27 632)	6	7 677 764
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 ()	13	14
	15 705 396	16	17	18	19 (27 632)	20	21 677 764

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 5 □ 4 □ 5 □ 5 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 6 □ 9 □ 6 □ 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 0 □ 4 □ 2 □ 1 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 3 □ 5 □ 4 □ 7 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 0 □ 9 □ 1 □ 0 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement
Eau	1	2 2 5 , 7 5 \$
Égout	2	1 7 7 , 0 0 \$
Eau et égout	3	, \$
Traitement des eaux usées	4	, \$
Matières résiduelles	5	1 6 5 , 0 0 \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 , %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17		\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	1 000	22 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input checked="" type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 414 avenue Ste-Brigitte
(no) (rue)
Ville de Ste-Brigitte-de-Laval G0A 3K0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 825-2515
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 825-3114
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jfradette@sbdl.net

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Jessie Fradette

Téléphone (418) 825-2515
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 825-3114
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jfradette@sbdl.net

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Deloitte S.E.N.C.R.L.\ s.r.l.

Titre Cabinet responsable de l'audit

Adresse 925, Grande-allée Ouest, bureau 400
(no) (rue)
Québec G1S 4Z4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 624-3333
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 624-0414
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dfortin@deloitte.ca

Responsable du dossier Jean-Sébastien Lapointe CMA no A126371

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ (Code postal)
(Municipalité)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Jessie Fradette , atteste que le rapport financier de Sainte-Brigitte-de-Laval pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-04-11 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Sainte-Brigitte-de-Laval .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Sainte-Brigitte-de-Laval consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Sainte-Brigitte-de-Laval détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (1 628 048) \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,2199 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-05-05 13:13:31

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Sainte-Brigitte-de-Laval

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	10 146 170	10 785 850	9 720 119
Investissement	2	852 000	33 828	1 002 571
	3	10 998 170	10 819 678	10 722 690
Charges	4	10 459 652	12 447 726	10 853 895
Excédent (déficit) de l'exercice	5	538 518	(1 628 048)	(131 205)
Moins : revenus d'investissement	6 (	852 000 ) (	33 828 ) (	1 002 571)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(313 482)	(1 661 876)	(1 133 776)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	2 046 055	2 289 313	2 219 216
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		495 237	
Remboursement de la dette à long terme	10 (	1 336 720 ) (	1 320 235 ) (	1 225 784)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	) (	75 390 ) (	98 888)
Excédent (déficit) accumulé	12	(395 853)	(27 557)	44
Autres éléments de conciliation	13		347 222	412 502
	14	313 482	1 708 590	1 307 090
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		46 714	173 314

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Actifs financiers			
Débiteurs	1	3 193 181	3 155 534
Autres	2	692 213	1 883 596
	3	3 885 394	5 039 130
Passifs			
Dette à long terme	4	27 098 050	27 287 552
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	3 819 281	1 803 318
	7	30 917 331	29 090 870
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(27 031 937)	(24 051 740)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	51 368 319	50 717 943
Autres	10	1 676 193	974 421
	11	53 044 512	51 692 364
Excédent (déficit) accumulé	12	26 012 575	27 640 624

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	40 022	373 308
Excédent de fonctionnement affecté			
- AQUEDUC	14	165 448	165 448
- AIDE JEUNESSE	15	3 792	3 792
- DISPOSITION DES BOUES	16	235 449	235 449
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	404 689	404 689
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	1 586 419	1 424 442
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(495 237)	()
Financement des investissements en cours	27	(1 350 031)	1 578 860
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	25 826 713	23 859 324
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		1
	30	26 012 575	27 640 624

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	1	8 827 020	9 070 076	8 241 476
Compensations tenant lieu de taxes	2	48 710	40 054	35 782
Quotes-parts	3			
Transferts	4	179 593	284 430	243 382
Services rendus	5	272 025	249 389	238 866
Autres	6	818 822	1 141 901	960 613
	7	10 146 170	10 785 850	9 720 119
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10	852 000	16 191	1 292 195
Autres	11		17 637	(289 624)
	12	852 000	33 828	1 002 571
	13	10 998 170	10 819 678	10 722 690

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale							
Évaluation	1	174 320	151 947			151 947	205 001
Autres	2	1 481 026	3 036 005	101 775		3 137 780	1 847 728
Sécurité publique							
Police	3	602 972	614 314			614 314	561 754
Sécurité incendie	4	481 102	447 924	118 612		566 536	566 026
Autres	5	188 969	227 670	18 794		246 464	206 958
Transport							
Réseau routier	6	2 152 648	2 158 721	1 376 941		3 535 662	3 452 463
Transport collectif	7	53 346	53 346			53 346	41 766
Autres	8						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	325 864	360 158	480 126		840 284	789 068
Matières résiduelles	10	615 413	618 274			618 274	563 530
Autres	11	115 548	111 456			111 456	127 372
Santé et bien-être	12	9 500	9 267			9 267	8 671
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	347 539	344 062	1 711		345 773	397 378
Promotion et développement économique	14	47 200	49 468			49 468	65 885
Autres	15		333 202			333 202	
Loisirs et culture	16	989 032	939 427	191 354		1 130 781	1 173 657
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	829 118	703 172			703 172	846 638
Amortissement des immobilisations	19	2 046 055	2 289 313	(2 289 313)			
	20	10 459 652	12 447 726			12 447 726	10 853 895

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3